

Editorial

L'avant-garde des O. S.

Jean-Marie Vincent

Dans notre pays les travailleurs exploités de la grande industrie produisent de plus en plus de marchandises et augmentent sur une large échelle les richesses matérielles de la société. Depuis 1968 la productivité du travail qui est le principal instrument de mesure du progrès technique et économique, a fait un bond en avant considérable. Pour beaucoup cela entraîne l'opulence et une vie plus agréable. Pour les travailleurs, par contre, produire plus ne signifie pas libération, mais bien augmentation de leur dépendance par rapport à l'organisation capitaliste du travail, insertion plus étroite dans un réseau de contraintes qui vise à les faire produire encore plus de profit pour les détenteurs du capital. En échange de ces chaînes, de plus en plus lourdes, les salariés de l'industrie ne touchent que quelques miettes supplémentaires sous forme d'augmentations de salaires dérisoires, car elles ne leur permettent pas de satisfaire vraiment certains de leurs besoins les plus essentiels (logement, loisirs, etc.) ou de faire face sans difficultés croissantes aux transports quotidiens.

Cette situation, qui est commune à l'ensemble du prolétariat industriel moderne, pèse particulièrement sur les ouvriers spécialisés ou O.S. Considérés comme une masse d'hommes interchangeables par le patronat, voués aux travaux les plus pénibles et les plus monotones, frappés les premiers par les licenciements, ils savent que dans le système capitaliste leur vie de travail ne peut être qu'une longue suite d'ennuis. Or, pour la plupart ils ont acquis une

qualification, certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.), quelquefois même le bac technique dans l'enseignement. Ils ressentent donc douloureusement le fait d'être réduits à ce travail en miettes, taillé sur mesure pour leur sucer leurs forces vives. Ils ne peuvent pas ne pas s'apercevoir que les considérations techniques données pour les maintenir dans cet état cachent en réalité la volonté de les subordonner aux machines, de les affaiblir face au personnel dirigeant. Aussi sont-ils de plus en plus nombreux à se rendre compte que la qualification n'est pas une catégorie neutre ou l'expression simple d'une compétence. Ils sont parmi les premiers à la saisir comme un rapport social sanctionné par un rapport de force. Ils savent que la barrière qui les sépare des ouvriers professionnels (O.P.) n'est, dans de très nombreux cas, que purement formelle (sauf sur le plan de la rémunération). C'est pourquoi on les trouve souvent à la pointe du combat contre la hiérarchisation des augmentations de salaire, pour la rotation sur les postes de travail, pour la mensualisation et plus généralement contre le système de la caserne industrielle. En réalité leur action met en danger « toute l'organisation actuelle de la production, telle que l'ont conçue les technocrates et le patronat » comme le constatait « Le Monde » du 12 mai.

Si l'on tient compte de toutes ces données, on comprend mieux l'importance de la grève qui est partie de Renault Le Mans. Un accord avec la direction avait été signé quelque temps auparavant, mais il avait précisément pour caractéristique d'ignorer le problème

du statut des O.S. ou plus exactement, les revendications de ceux-ci sur les grilles de salaires. Les O.S. du Mans ont montré qu'ils n'entendaient pas se laisser faire. Leur mouvement a surpris tout le monde par sa vigueur et sa ténacité, par sa force contagieuse sur l'ensemble du complexe Renault à peu près complètement paralysé en quelques heures. Mais ce qu'on ignore généralement c'est que la lutte de Renault n'est pas une manifestation isolée. Les usines Berliet de Venissieux et de Montplaisir sont secouées en ce moment par des grèves bouchons et des grèves perlées, et des assemblées du personnel qui vont se tenir incessamment peuvent entraîner une extension du conflit. A la Rhodia-Belle Etoile de Lyon, des grèves tournantes d'une heure par semaine et par équipe pratiquées depuis janvier dernier, font place depuis deux semaines à des grèves tournantes pour la révision des grilles et la mensualisation. Une manifestation de tous les travailleurs de la

région lyonnaise doit avoir lieu le 12 mai.

La combativité de ces « bonnes à tout faire » de l'industrie ne peut donc être niée, mais le problème central est que leur lutte n'est pas suffisamment comprise et popularisée dans les masses. La tâche principale de l'heure pour les révolutionnaires est par conséquent de faire comprendre qu'il ne s'agit pas d'une lutte catégorielle, mais d'une lutte qui attaque le capitalisme dans ses fondements, qu'elle intéresse aussi les O.P. et les mensuels dans la mesure où elle secoue un système hiérarchique qui les exploite et les opprime aussi. Tous les travailleurs sont en réalité concernés par une bataille qui, si elle était gagnée, réduirait considérablement la marge de manœuvre du patronat, limiterait son arbitraire dans la manipulation des salaires et des primes, des horaires et des cadences de travail. C'est rien moins que cela qui est en jeu.